

LE FIGARO·fr

VOX POLITIQUE

Décentralisation : la gabegie des baronnies locales



<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/06/03/31001-20140603ARTFIG00217-decentralisation-la-gabegie-des-baronnies-locales.php>

Mis à jour le 03/06/2014 à 18:06 |



Crédits photo : MYCHELE DANIAU/AFP

FIGAROVX/TRIBUNE - Pour l'historien Pierre Vermeren, le desserrement de la contrainte jacobine a créé de nouvelles baronnies gérées par des élus locaux prompts à la dépense pour assurer leur réélection.



Crédits photo : Boyan Topaloff/AFP

Pierre Vermeren est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris 1.

Alors que le régime se délite, la réforme territoriale en cours appelle un bilan de la décentralisation. En trente

Avec 500 000 élus locaux, la France égale le reste de l'Europe !

ans, le desserrement de la contrainte jacobine a restauré des baronnies électives. La décentralisation a renforcé nos prédispositions

culturelles au caporalisme, à la corruption, à l'autocratie et à l'absence de contrôle. Les chambres régionales de comptes surveillent, sanctionnent et punissent, mais les actes délictueux ne sont que la partie émergée du passif.

Avec 500 000 élus locaux, la France égale le reste de l'Europe! Le faible niveau culturel moyen qui en résulte imprègne les politiques locales. Dans ce vivier se recrutent les professionnels de la politique, qu'un cursus honorum conduit du conseil municipal au Sénat. Rarement entrepreneurs, moins encore ouvriers, les professionnels de la politique, sans être fonctionnaires, passent leur vie aux frais de la République à investir et à distribuer de l'argent public.

En pleine crise économique, ils poursuivent leurs investissements improductifs, et embauchent de futurs obligés. L'emballage des budgets et de la dette en est la contrepartie. Ni fonctionnaires, ni entrepreneurs, ni salariés privés, ni comptables des déficits publics, cette «classe dirigeante» de second rang s'imagine en charge de l'investissement public et du bon fonctionnement de l'économie française.

Or la décentralisation, la dérive du chômage de masse et de l'endettement public se nourrissent l'une l'autre. Les collectivités locales revendiquent les trois quarts de l'investissement public: nécessaire quand il s'agit de rénover un hôpital, un lycée ou une caserne de pompier, il sombre souvent dans l'improductivité. Tenus en mains par les grandes entreprises françaises de BTP et de services collectifs - les plus puissantes du monde -, les élus locaux agissent en moutons de Panurge. Piscines, ronds-points, salles polyvalentes, médiathèques, création, extension voire remplacement des sièges des collectivités, équipements sportifs et stades, parcs d'activités, zones industrielles et commerciales, rocades, nouveaux réseaux de transports en site propre, parkings publics, parcs HLM, déchetteries, centres commerciaux, etc., les maires et conseillers sont les VRP du BTP.

La décentralisation, la dérive du chômage de masse et de l'endettement public se nourrissent l'une l'autre.

Producteurs d'un urbanisme normalisé, ils édifient partout la même chose en vertu du moins-disant concurrentiel. L'impact sur l'innovation est nul. Les traditions et héritages culturels, liés au patrimoine, au climat ou à l'histoire, sont proscrits. A chaque décennie, un vilain urbanisme balaye à l'identique du nord au sud. Les équipements surabondent, car chaque commune veut les mêmes que la voisine! L'industrie sacrifiée et les 5 millions de chômeurs cohabitent avec une armada de parcs d'activités et de pépinières d'entreprises! Le suréquipement commercial et de loisirs guette, mais la production s'effondre. Car jamais une mairie n'a pérennisé le moindre emploi privé, même en Chine.

Or les élus locaux se rêvent en producteurs. Avec de l'argent public, ils gèrent leur collectivité en entreprise virtuelle, au mépris de l'équité entre territoires, de l'esthétique ou de l'efficacité économique. Chaque maire, président de conseil ou de région est champion de la croissance extensive. Dans les villes et régions riches, on attire les Parisiens et les investissements à coup d'aides et d'équipements. Dans les régions et villes pauvres, on chasse les subventions publiques (fonds de péréquation, Feder...). La croissance démographique, quels qu'en soient les effets, est prioritaire. Faute de familles aisées, on organise la venue de populations pauvres dépendantes et d'immigrés précaires (d'où la rumeur du 9-3), ce qui multiplie logements sociaux et... dotations! La concurrence débridée entre collectivités et la croissance extensive jouent contre la qualité de vie. Le maître mot est un productivisme à l'ancienne devenu fou.

La bataille pour les subventions et les dotations détourne le capital vers la rente, bafoue l'égalité entre

En attendant que les touristes se lassent de l'urbanisme laid qui singularise la France, et que le malaise des Français s'aggrave, il serait bon que l'investissement redevienne productif, et qu'un Etat digne de ce nom brise les féodaux.

les territoires (entraînant la désertification de départements entiers) détruit l'emploi productif par éviction, standardise les agglomérations (dont seul le centre historique est muséifié), étend à l'infini les banlieues et zones d'activités improductives (au détriment du voisin)... A la fin, l'endettement est d'autant plus absurde que l'Etat peine à assurer décentement ses fonctions régaliennes (défense, sécurité publique et justice), et l'avenir du pays (instruction, recherche, université).

Le bilan est douloureux: des dessertes ferroviaires et autoroutières inutiles à milliards d'euros (l'autoroute Bordeaux-Paul!); des sols artificialisés qui ont doublé en trente ans au profit d'innombrables banlieues sans âme; une défiguration du pays, récemment relevée dans *Télérama*, *Le Point* puis par [Natacha Polony](#)¹ dans ces colonnes (même la belle Albi a été ravagée); des régions et des centaines de villes pauvres dévitalisées, offrant des millions de voix au Front national, tandis que croissent les grandes agglomérations qui s'insécurisent (en route vers 1 million d'habitants, Bordeaux connaît une flambée d'insécurité qui la rapproche de Toulouse).

En attendant que les touristes se lassent de l'urbanisme laid qui singularise la France (et qui culmine sur les ronds-points de Charente), et que le malaise des Français s'aggrave, il serait bon que l'investissement redevienne productif et qu'un Etat digne de ce nom brise les féodaux.

La rédaction vous conseille :

Réforme territoriale: comment faire de vraies économies²

La régionalisation, c'est possible!³

Les économies locales, c'est possible⁴

Le casse-tête des effectifs de la fonction publique territoriale⁵

«Il sera nécessaire de réduire la masse salariale dans les départements»⁶

Liens:

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/natacha-polony>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/06/02/31001-20140602ARTFIG00131-reforme-territoriale-comment-faire-de-vraies-economies.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2014/05/27/31003-20140527ARTFIG00133-la-regionalisation-c-est-possible.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/05/14/10001-20140514ARTFIG00332-les-economies-locales-c-est-possible.php>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2014/05/14/10001-20140514ARTFIG00331-le-casse-tete-des-effectifs-de-la-fonction-publique-territoriale.php>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/politique/2014/05/12/01002-20140512ARTFIG00359-reduire-la-masse-salariale-dans-les-departements.php>